

<https://47.snuipp.fr/Budget-Education-2012-5-700-postes-supprimees-dans-le-premier-degre>



Budget Éducation 2012 : 5 700 postes supprimés dans le premier degré

- École - Les Chiffres de l'École - Budget -

Date de mise en ligne : jeudi 29 septembre 2011

Dernière mise à jour : 29 septembre 2011

Copyright © FSU-SNUipp 47 - Tous droits réservés

Sommaire

- [Budget 2012 : Copie à revoir pour \(...\)](#)
- [Présentation du projet de budget \(...\)](#)
- [5 700 postes dans le premier degré \(...\)](#)

Budget 2012.: Copie à revoir pour l'école Communiqué du SNUipp 29 septembre 2011

La répartition des 14 000 suppressions de postes dans l'Education programmées au prochain budget est désormais connue.

Pour le primaire, le ministre envisage de supprimer 5 700 postes d'enseignants. Le gouvernement poursuit son plan d'asphyxie de l'école. On est bien loin de la promesse de Nicolas Sarkozy de sanctuariser l'école maternelle et élémentaire.

A l'épreuve du réel, qu'en sera t-il de l'engagement du chef de l'Etat de ne procéder à aucune suppression nette de classes ?

Sur le terrain, l'équation des fermetures de postes s'annonce insoutenable, surtout dans certains départements. Pour épargner les classes maternelles et élémentaires, les Inspecteurs d'Académie en charge des opérations de carte scolaire vont devoir s'attaquer aux autres ressources : hausse du nombre d'élèves par classe, postes de Rased, de remplaçants, d'intervenants extérieures de langues étrangères.

La scolarisation en maternelle sera à nouveau dans l'oeil du cyclone : renoncement à la scolarisation des moins de 3 ans, hausse des effectifs. Et si le compte n'y est toujours pas, le rabot concernera les postes classes entraînant la poursuite de l'augmentation de la taille des classes.

Cette politique est inacceptable. Elle dégradera les conditions d'apprentissages des élèves, réduira les possibilités d'aide à ceux qui éprouvent des difficultés scolaires, aggravant encore les conditions de travail des enseignants.

Les parlementaires qui doivent examiner le budget 2012 engageront leur responsabilité devant tous les français et notamment devant la communauté éducative qui s'est fortement mobilisée le 27 septembre dernier contre les suppressions de postes dans l'Education.

Il est encore temps d'agir. Le SNUipp-FSU demande aux parlementaires de revoir la copie du gouvernement. Dans les départements, les enseignants sont invités à interpeler leurs élus. Le projet de loi de finance doit être amendé et les 14 000 suppressions de postes dans l'Education nationale annulées.

Présentation du projet de budget en conseil des ministres. mercredi 28 septembre 2011

Sur les 14 000 supprimés en 2012, le primaire public en perd 5 700. Le projet de loi de finance présenté hier en conseil des ministres confirme comme on s'y attendait la politique d'austérité du gouvernement.

30 400 postes supprimés dans la fonction publique d'Etat, dont près de la moitié (14 000 soit 46%) dans l'Education nationale, telle est l'une des principales mesures annoncées par le ministre de l'économie hier mercredi 28 septembre dans le cadre du projet de loi de finances 2012.

Le primaire public paye un lourd tribut lui aussi, avec 5 700 nouvelles suppressions, le ministère de l'Education nationale a par ailleurs communiqué sous forme globale les suppressions dans le privé (- 1 350).

Une baisse du déficit de 15 MdEuros

Avec ce budget, le gouvernement entend réaliser plus de 10 MdEuros d'économies l'année prochaine. Présenté en Conseil des ministres, ce budget d'austérité est aussi marqué par une hausse des prélèvements. Il permettrait, selon Bercy, de poursuivre la diminution du déficit public qui devra passer de 5,7% du Produit intérieur brut (PIB) cette année à 4,5% l'an prochain.

D'un montant de 95,5 MdEuros en 2011, ce déficit devrait par le jeu des économies d'un côté et des recettes nouvelles de l'autre, diminuer de près de 15 MdEuros en 2012 pour s'établir à 80,8 MdEuros.

L'objectif reste pour le gouvernement, en vertu des traités européens, de le ramener à 3% du PIB en 2013.

Les intérêts d'emprunts plus lourds que l'école

Malgré une situation de crise, le gouvernement vante les mérites de sa politique économique et annonce que les dépenses de l'Etat resteront stables avec 275,6 MdEuros en 2012 comme en 2011.

Mais en réalité, ce budget construit sur l'hypothèse d'une croissance faible, 1,75%, se traduira en dépit des efforts financiers demandés aux français et du sacrifice de l'emploi public, par un accroissement de la dette publique.

Cette dernière s'élevant à 85,5% du PIB en 2011, en représentera 87,4% en 2012. Du coup, la charge de la dette, c'est-à-dire les seuls intérêts d'emprunts versés aux créanciers de l'Etat qui vole à la première occasion au secours des banques, constituera son premier poste de dépenses.

S'élevant à 48,77 MdEuros les intérêts d'emprunts dépasseront pour la première fois le montant des crédits alloués à l'enseignement scolaire (45,52 milliards, hors pensions), tout un symbole.

L'avenir de l'école en danger

Dans le primaire, on attend désormais de savoir où seront prélevés les postes.

Mais compte tenu des mesures prises lors de la rentrée dernière où près de 9 000 postes ont été supprimés en maternelle et en élémentaire et des conséquences de ces suppressions sur le fonctionnement et la qualité de l'école, on ne peut que nourrir de vives inquiétudes pour l'avenir.

5 700 postes dans le premier degré et 6 550 dans le second degré pourraient être supprimés à la rentrée 2012 dans l'Education nationale, Depeche AEF, mercredi 24 août 2011.

Avec 1 350 postes en moins dans l'enseignement privé et 400 postes de personnels administratifs non remplacés, le total des suppressions d'emplois prévues au budget 2012 s'élèverait à 14 000 postes, conformément au chiffre présenté en juin par François Baroin, alors ministre du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État, devant la commission des Finances de l'Assemblée nationale.

Le président de la République, Nicolas Sarkozy a annoncé le 21 juin son intention de « sanctuariser l'école primaire

Budget Éducation 2012 : 5 700 postes supprimés dans le premier degré

» : « Le un sur deux s'appliquera mais nous sanctuariserons l'école primaire pour qu'à la rentrée 2012, le nombre de fermetures de classes n'excède pas le nombre d'ouvertures », avait-il déclaré.

Dans le premier degré, ces suppressions d'emplois porteraient ainsi sur des postes d'assistants de langue (900) et sur les postes de stagiaires en responsabilité en M2 (600), dont la formation serait ramenée à trois semaines. 4 200 postes d'enseignants « hors les classes » (enseignants de Rased, assistants pédagogiques, surnombres) pourraient également ne pas être remplacés.

Dans le second degré, les 6 550 suppressions d'emplois se répartiraient entre 300 postes d'assistants de langue, 1 000 postes de stagiaires en responsabilité, et 5 250 postes d'enseignants.

L'enseignement privé devrait « rendre » 1 350 emplois : 322 stagiaires en responsabilité et 1 028 postes d'enseignants.

Au total, 10 478 postes d'enseignants ne seront pas remplacés, 1 922 postes de stagiaires en responsabilité, 1 200 assistants de langues et 400 administratifs.